

---

**L'ACTU DES ENTREPRISES****Soutien aux licenciés d'Arcade**

« Nettoyage, esclavage, ça suffit ! » Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées lundi devant le conseil des prud'hommes de Paris à l'appel de SUD, de la CNT et des collectifs CGT du nettoyage. Elles sont venues soutenir les huit femmes de chambre licenciées par la société de nettoyage Arcade, sous-traitant du groupe Accor, et qui demandaient leur réintégration devant le tribunal. Employées par Arcade dans un hôtel Ibis de Paris, ces salariées, toutes d'origine Africaine, ont été licenciées pour « faute lourde » par Arcade. Pour M<sup>e</sup> Vincent Campion, leur avocat, il s'agit d'un licenciement pour fait de grève : ces huit femmes sont en grève illimitée depuis le 7 mars avec une vingtaine de leurs collègues, pour dénoncer leurs conditions de travail, les cadences « infernales » et le paiement au rendement. « On doit faire trois chambres et demi par heures, mais si ça nous prend plus de temps, on n'est pas payé », explique à l'AFP une Sénégalaise de quarante-deux ans licenciée en mars. Pour la plupart des salariées, les cadences imposées sont insoutenables. Elle ajoute : « Ils nous font signer les contrats qu'ils veulent parce qu'on ne sait ni lire ni écrire. » Arcade emploie 800 personnes, principalement en Île-de-France. Les conseillers prud'homaux n'ayant pas réussi à se mettre d'accord, l'affaire sera plaidée le 10 septembre devant un juge départiteur.